



PRÉFET DE LA MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service Environnement
Eau, Préservation des Ressources
Cellule ICPE – Déchets – Energie

CA

arrêté préfectoral de mise en demeure
Société OMYA à OMEY

le préfet
de la région Champagne Ardenne
préfet du département de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Installations classées
n° 2011 MD 26 IC

Vu :

- le code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 89.A.62.IC du 21 décembre 1989,
- le compte rendu de visite et les constats établis le 26 novembre 2010, lors de la visite sur place de l'inspection des installations classées,
- la lettre de la société OMYA du 13 décembre 2010 et ses annexes, en réponse aux constats faits lors de la visite,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 18 février 2011 faisant suite à la visite d'inspection du site le 26 novembre 2010,

Considérant :

que les éléments fournis par l'exploitant permettent de constater que les conditions d'exploitation du site ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89.A.62.IC du 21 décembre 1989 et notamment :

- l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89 A 62 IC du 21 décembre 1989 qui prescrit notamment qu'*« à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre le réseau de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu naturel récepteur [...] »*.
- l'article 9.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89 A 62 IC du 21 décembre 1989 qui prescrit notamment que *« les eaux pluviales, les eaux de lavage des sols, des appareils de fabrication et les eaux usées de l'établissement [...], seront collectées [...] et traitées par une installation de lagunage avant rejet dans la rivière Marne »*.

Sur proposition de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne,

Arrête :

Article 1er

La société OMYA, située à Omev (51), est mise en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 89.A.62.IC du 21 décembre 1989 et en particulier les articles 9.4.1 et 9.5.3.

Article 2 - Délais

Le respect des dispositions des articles 9.4.1 et 9.5.3 se traduit par :

- la mise en place d'un nouveau système de supervision du cuvier sous un délai de 6 mois ;
- la réalisation de la zone de rétention capable de retenir les effluents en cas de défaillance du dispositif de collecte sous un délai de 6 mois.

Article 3 - Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Recours

En vertu de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons en Champagne cedex :

- par l'exploitant,, dans les deux mois qui suivent sa notification,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage

Article 6 - Notification

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, aux directeur de l'agence régionale de santé de Champagne Ardenne, directeur départemental des services d'incendie et de secours, directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, ainsi qu'à M. le maire de Omev qui en donnera communication à son conseil municipal.

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à la société OMYA, 51240 OMEV.

Châlons en Champagne, le **7 MARS 2011**
pour le préfet,
le secrétaire général de la préfecture,


Alain CARTON